



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Industrial Vehicles & Machinery Products Division

11 Laurier St./11, rue Laurier

7B1, Place du Portage, Phase III

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet RELC-DDR	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-185840/A	Amendment No. - N° modif. 021
Client Reference No. - N° de référence du client W8476-185840	Date 2020-05-11
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$SHS-634-74903	
File No. - N° de dossier hs651.W8476-185840	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-06-01	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Veronica Vallejo	Buyer Id - Id de l'acheteur hs651
Telephone No. - N° de téléphone (613) 297-3978 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification 021

La présente modification vise à fournir des renseignements et des ressources additionnels liés à la stratégie de levier économique pour le projet RELC comme suit :

Demande de renseignements – Avantages socioéconomiques

Le Canada souhaite obtenir des conseils de l'industrie sur la stratégie de levier économique proposée pour le projet de RELC. Il est essentiel que les entreprises participant au projet de RELC comprennent parfaitement le programme applicable suggéré pour le groupe qui les intéresse. Le Canada peut fournir de l'information, mais il ne peut présenter des analyses des possibilités offertes ou des recommandations pour votre entreprise en particulier.

Le Canada examine trois différentes approches en matière de levier économique applicables aux groupes du RELC : les retombées industrielles et technologiques et la proposition de valeur; la Politique sur le contenu canadien – limitée conditionnellement; et l'approche en matière de valeur ajoutée canadienne.

Retombées industrielles et technologiques et proposition de valeur

Selon la Politique des Retombées industrielles et technologiques (RIT), les entreprises qui se voient attribuer des marchés en matière de défense sont tenues de mener des activités commerciales au Canada, dont la valeur équivaut à celle du marché qui leur a été accordé. La Politique des RIT comprend une proposition de valeur (PV), qui est l'engagement économique que les soumissionnaires prennent à l'avance auprès du Canada dans le cadre du processus d'appel d'offres. La PV est un facteur coté et pondéré pour la sélection des gagnants parallèlement aux volets technique et financier du processus d'appel d'offres. Elle devient un engagement contractuel pour le soumissionnaire retenu. Les exigences liées à la PV et les critères d'évaluation varient en fonction de chaque approvisionnement afin de permettre au gouvernement de favoriser les investissements dans des capacités industrielles clés (CIC) particulières et de tirer parti des possibilités économiques uniques associées à chacun des projets. Les initiatives économiques indiquées dans une PV correspondent généralement à un ou plusieurs des cinq piliers des RIT :

- les travaux directs (liés à l'approvisionnement);
- la recherche et le développement;
- le développement des sources d'approvisionnement;
- les exportations;
- le développement des compétences et la formation.

Pour en savoir plus sur la Politique des RIT, visitez le lien suivant :

<https://www.ic.gc.ca/eic/site/086.nsf/fra/accueil>.

Nous encourageons l'industrie à s'informer sur la Politique des RIT et à collaborer avec le Canada relativement aux conséquences des leviers économiques dans le cadre du projet de RELC. Pour toute question concernant cette politique, veuillez communiquer avec le gestionnaire des RIT du RELC, M. Eric Macfarlane, à l'adresse eric.macfarlane@canada.ca.

Politique sur le contenu canadien – limitée conditionnellement (PCC conditionnelle)

La Politique sur le contenu canadien est une politique autorisée par le Cabinet. Elle favorise le développement industriel au Canada en limitant, dans des circonstances particulières, la concurrence pour les marchés publics aux fournisseurs de biens et de services canadiens.

Limité conditionnellement : la demande de soumissions ou la demande d'offres à commandes sera limitée conditionnellement lorsque l'agent de négociation des contrats n'est pas certain qu'il existe, sur le marché, au moins deux fournisseurs de biens ou services canadiens.

Si le processus d'approvisionnement est limité conditionnellement aux biens et services canadiens, l'agent de négociation des contrats doit d'abord déterminer s'il y a au moins deux soumissions comprenant une attestation valide de contenu canadien. Dans un tel cas, l'évaluation sera limitée aux soumissions certifiées; sinon, toutes les soumissions seront évaluées. Si les soumissions avec une certification valide sont ultérieurement déclarées non recevables ou si elles sont retirées et qu'il reste moins de deux soumissions recevables comportant une attestation valide de biens ou de services canadiens, l'évaluation se poursuivra pour les soumissions qui contiennent une attestation valide. Si toutes les soumissions comportant une attestation valide sont ensuite déclarées non valides ou si elles sont retirées, alors le reste des soumissions sera évalué. (Voir la clause A3070T du guide des CCUA.)
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/section/3/130>

Approche en matière de valeur ajoutée canadienne (AVAC)

Il s'agit d'une version modifiée de l'approche relative à la Politique sur le contenu canadien conçue pour favoriser l'utilisation de contenu canadien en attribuant des points dans le cadre de l'évaluation, soit pour la totalité de l'équipement ou pour un élément de l'approvisionnement. Par exemple, si tous les châssis de véhicule d'un certain type sont construits à l'extérieur du Canada, mais que l'on fait appel à des carrossiers canadiens, l'approche encouragerait l'utilisation de ces ressources.

Stratégie de levier économique pour le RELC

Le Canada envisage actuellement d'appliquer les approches en matière de levier économique suivantes aux huit groupes du RELC. Nous vous invitons à commenter les approches proposées ci-dessous.

- a. Groupe 1 – Équipement de construction lourd – la RIT-VP s'applique aux contrats d'acquisition et de SES.
 - Remarque : Des renseignements concernant la portée du SES ont été fournis dans les modifications 7, 8, 11 et 16. D'autres renseignements seront communiqués dans l'ébauche de la DDP.
- b. Groupe 2 – Système de simulation – AVAC
- c. Groupe 3 – Chariot tout-terrain pour conteneur – AVAC
- d. Groupe 4 – RBHV – à confirmer
- e. Groupe 5 – Bennes – AVAC
- f. Groupe 6 – Chariot élévateur tout-terrain – AVAC
- g. Groupe 7 – Remorques – PCC conditionnelle
- h. Groupe 8 – Grues – AVAC et le blindage doit être fabriqué au Canada

Nous vous remercions de prendre le temps d'examiner les solutions proposées. Nous devons connaître votre avis le plus rapidement possible pour aller de l'avant avec le projet de RELC. Nous souhaitons recevoir vos commentaires au plus tard le 26 mai 2020, si possible, ou dès que la situation actuelle vous le permettra. Le Canada ne sera pas lié par les présentes et il se réserve le droit de modifier sa stratégie de levier économique s'il le juge approprié, pour quelque raison que ce soit.

Veuillez transmettre vos commentaires par courriel à l'adresse suivante : Veronica.Vallejo@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

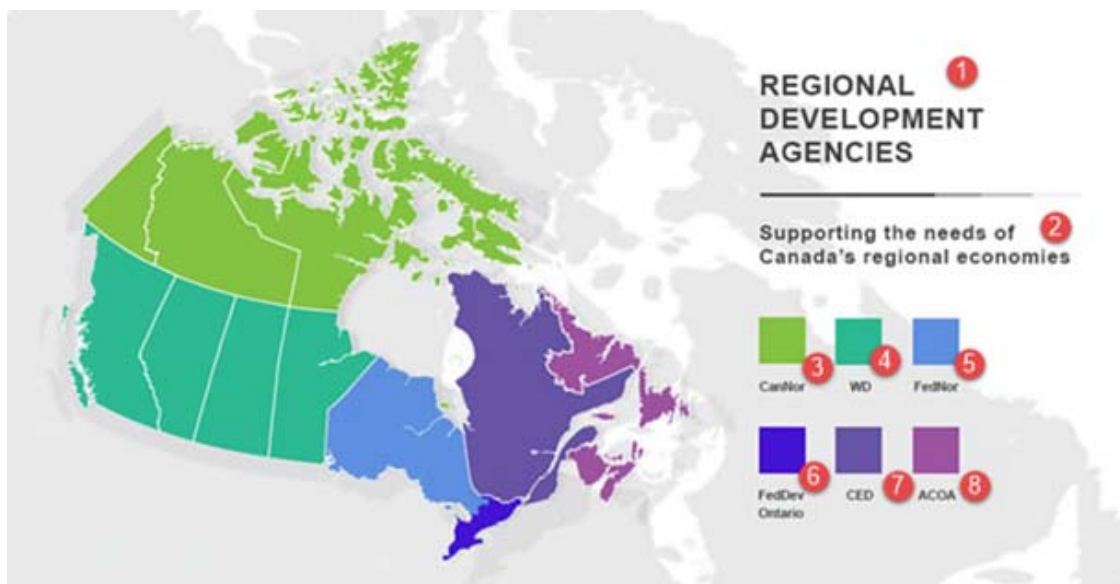
Organismes de développement régional

Grâce à la proposition de valeur, la Politique des RIT encourage les soumissionnaires à s'engager à entreprendre des activités commerciales avec des entreprises et d'autres intervenants canadiens. Les organismes de développement régional (ODR) du Canada disposent d'équipes qui se consacrent à aider les soumissionnaires potentiels et les entrepreneurs principaux (canadiens et étrangers) à réaliser des activités liées aux RIT en les jumelant à des intervenants et des fournisseurs canadiens de leur région.

Par exemple, les ODR peuvent organiser des visites d'expansion du réseau de fournisseurs ciblées, tenir des conférences axées sur les RIT et fournir des listes de capacités régionales.

Les organisations intéressées par les projets d'approvisionnement en matière de défense et de sécurité devraient communiquer avec les ODR du Canada pour obtenir plus d'information sur la façon d'accéder à des occasions d'affaires et de participer à des projets d'approvisionnement en matière de défense auxquels s'applique la Politique des RIT. Les coordonnées des équipes en matière de RIT des ODR sont indiquées ci-dessous ainsi qu'une carte de leurs régions de responsabilité respectives.

Organisme de développement régional	Nom de la personne-ressource	Courriel	Téléphone
Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)	Sam Fotia	sam.fotia@canada.ca	613-286-8853
Développement économique Canada pour les régions du Québec (DECRCQ)	Mathieu Poirier	mathieu.poirier@canada.ca	438-341-8782
Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor)	David Alexander	david.alexander@canada.ca	867-669-2597
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev)	Robyn Hori	robyn.hori@canada.ca	613-612-2495
Initiative fédérale de développement économique dans le Nord de l'Ontario (FedNor)	Natalie Brabant	natalie.brabant@canada.ca	705-626-8897
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO)	Peter Hoek	peter.hoek@canada.ca	613-220-4489



Source : https://www.ic.gc.ca/eic/site/icgc.nsf/fra/h_07662.html

- 1 : Organismes de développement régional
- 2 : Répondent aux besoins des économies régionales du Canada
- 3 : CanNor
- 4 : DEO
- 5 : FedNor
- 6 : FedDev Ontario
- 7 : DECRQ
- 8 : APECA

Tous les autres termes et conditions demeurent inchangés.